

Europe

Blocher: «Je l'ai fait pour défondre la prospérité du pays»

Le 6 décembre 1992, 50,2% des Suisses disaient non à l'Espace économique européen. Vingt ans après, Christoph Blocher se souvient, raconte la campagne et livre sa vision de l'Europe d'aujourd'hui

L'essentiel

● **Effigie** L'homme qui a pesé de tout son poids pour que la Suisse refuse l'adhésion à l'EEE il y a vingt ans se confie.

● **Hauts faits** Christoph Blocher raconte quelques moments forts de la campagne de 1992 et évoque sa perception de ses adversaires, dont Jean-Pascal Delamuraz.

● **Interview** Le ténor de l'UDC ne renie pas tout le travail qu'a effectué la Suisse depuis lors, mais il dénonce une mauvaise approche lors de la partie négociations.

Judith Mayencourt et Xavier Alonso Berne

«**E**lle est très jolie, cette photo. C'était à Bütschwil, dans le Toggenburg. Un des derniers meetings avant la votation.» Le regard vif et amusé, Christoph Blocher remonte le temps et nous déroule la campagne qui aura marqué sa vie, son destin, son pays. Cette fameuse année 1992, qu'il consacre toute entière à combattre l'Espace économique européen. Ce sera une aventure familiale. Son épouse Silvia, «ma cheffe d'état-major», assure la logistique et organise toutes les rencontres et les conférences à travers le pays. La Suisse est méthodiquement quadrillée et toutes les localités visitées par celui qui est encore un tribun en devenir sont marquées d'un point rouge sur la carte.

Vainqueur avant l'heure

Cette réunion de Bütschwil, c'est elle qui en a l'idée. «J'avais encore une date de disponible et Sylvia a regardé la carte. Elle m'a dit: ce serait bien d'aller dans la partie inférieure du canton de Saint-Gall, où tu n'as pas été très présent.» Ce sera donc Bütschwil, dans une ambiance volcanique. Des centaines de personnes attendent sous la pluie. La salle de gym de 800 places, réservée pour la conférence, est déjà pleine à craquer. Christoph Blocher doit négocier avec le responsable du service du feu, qui se montre inflexible. Pas question de laisser entrer plus de gens.

Finalement, ils décident d'ouvrir les fenêtres et d'installer des haut-parleurs pour que tous puissent écouter le discours. «Au moment où je m'apprêtais à entrer dans la salle, ces sonneurs de cloches sont venus vers moi et m'ont dit: vous n'allez pas traverser tout seul la foule. On vient avec vous. Et j'ai dit: bon, d'accord. Mais alors, moi aussi je veux avoir ces cloches.»

Cigare au bec, hilare, Christoph Blocher pose déjà en grand vainqueur du scrutin qui passionne les Suisses comme aucun autre avant lui. Mais rien n'est encore joué car jusqu'au bout, le suspense reste intense. Blocher mène la campagne avec Otto Fischer, le coprésident de l'ASIN, qui y laisse ses dernières forces et mourra peu après le vote. «Un héros! estime son vieux camarade. Chez nos adversaires, il n'y a pas eu de gens comme lui. Et pourtant, à l'époque, nous ne savions pas que l'UE irait si mal aujourd'hui. Mais nous étions persuadés que la Suisse était un Etat qui fonctionnait de manière si particulière, avec le peuple qui contrôle les politiques - ce que tous les politiciens n'aiment pas du tout - que tout cela ne pourrait plus être maintenu dans l'EEE.»

Début 1992, à peine le traité sur l'Espace économique européen est-il sous toit à Bruxelles - sans que la Suisse ait pu décrocher ce fameux droit de veto qui lui aurait permis de refuser d'appliquer certaines décisions européennes - que la machine du



Début novembre 1992, à Bütschwil (SG), Christoph Blocher, escorté par des sonneurs de cloches, semble déjà marcher vers la victoire. En bas à g.: les Romands, d'autant plus les jeunes, s'engagent pour un rapprochement avec l'Europe. Au centre: confrontation de campagne, par voie d'affiches. A dr.: les conseillers fédéraux Jean-Pascal Delamuraz (rad.), René Felber (soc.) et Arnold Koller (PDC) mènent campagne, sans euphorie. KEYSTONE



non se met en place. Les deux hommes sont prêts à tout pour contrer l'EEE. Mais comment faire? Les sondages prédisent un oui des Suisses à 80%. Les médias sont hostiles au tribun zurichois et à l'ASIN, qu'il a fondée en 1987. Blocher et Fischer décident alors de donner au minimum une conférence par jour jusqu'au vote. Et le font. «Certains jours, j'ai même parlé deux ou trois fois!»

Seule la Suisse romande échappe à l'ardeur militante des deux hommes. Au grand regret de Christoph Blocher, qui voit une des raisons qui expliquent le Röstigraben linguistique qui découpe au scalpel le pays le 6 décembre. «J'y suis allé deux ou trois fois. Mais en tant qu'industriel allemandique, riche, je n'étais pas crédible. Je n'aurais pas pu convaincre les Romands. J'ai terriblement regretté ce Röstigraben. Cela m'a beaucoup secoué et j'aurais aimé éviter. Mais tout cela, c'est du passé... Je parle souvent avec des Romands. Et eux

non plus ne veulent plus, aujourd'hui, être dans l'Union européenne.» En 1992, l'ambiance est tout autre. Invité à parler à l'Université de Fribourg, Christoph Blocher découvre des cartons d'invitation barrés d'un slogan on ne peut plus explicite: c'est le diable qui vient ce soir! En Suisse allemandique aussi, la campagne est virulente. Les syndicats l'accusent de pratiquer de la sous-enchère salariale. En luttant contre l'EEE, le patron d'Ems-Chemie ne cherchait qu'à échapper aux contrôles plus stricts exigés par l'Europe. «C'était une idée de Peter Bodenmann. Il pensait qu'on ne pouvait plus m'arrêter comme politique, parce que j'étais trop fort, mais qu'on pouvait m'attaquer et me faire tomber sur le plan économique.» Lors d'une de ces fameuses soirées publiques, des syndicalistes distribuent des journaux où se retrouvent détaillés le salaire et la fortune de Christoph Blocher ainsi que les salaires versés à ses ouvriers. Le malaise



plane dans l'assemblée. «Quelqu'un s'est levé et m'a interpellé: «Monsieur Blocher, c'est vrai ce qui est écrit là?» J'ai répondu: «Bien sûr que c'est vrai. Il n'y a rien de plus stupide qu'un entrepreneur pauvre. Moi, je suis un bon entrepreneur, c'est pour ça que je dois être riche.» Alors, tout le monde a éclaté de rire et l'affaire était terminée», s'amuse Christoph Blocher.

L'adversaire Delamuraz

Entre partisans et adversaires, la lutte est acharnée. La campagne du oui est conduite par le Conseil fédéral, avec en première ligne Jean-Pascal Delamuraz, alors ministre de l'Economie et europhile jusqu'aux tripes. «Il n'y a jamais eu d'inimitié entre nous. On s'appréciait, c'était un homme bien. Mais il écoutait trop les prévisions, totalement fausses, des milieux économiques et des syndicats qui assuraient que la Suisse ne pourrait pas survivre en cas de non.»

Moins qu'au Conseil fédéral, c'est au lobby de l'économie et aux fonctionnaires des Affaires étrangères avides d'arpenter les tapis rouges de Bruxelles que Christoph Blocher reproche l'aventure européenne de l'EEE. «Je ne sais pas s'ils croyaient réellement à ces prévisions, mais ils avaient peur. Au Conseil fédéral, il n'y avait qu'Otto Stich qui était de mon côté. Il était contre l'EEE et contre l'UE.»

Vingt ans après la campagne, ce ne sont plus les chiffres et les données techniques qui reviennent à la mémoire de Christoph Blocher, mais un certain état d'esprit qu'il sentait en train de changer. «En 1987, on ne parlait pas encore de l'EEE, mais on sentait que les politiciens commençaient à relativiser la Suisse», explique-t-il. L'UDC zurichois se sent trahi par ce qu'il appelle avec mépris «la classe politique». Le discours qu'Ulrich Braem, l'homme fort du Parti radical suisse, tient sur la pelouse du Grütl, le 1er août 1991, le terrasse. «J'étais



dans ma voiture quand j'ai entendu son discours à la radio. Il disait: «Le Sonderfall suisse est terminé. Nous sommes un Sonderling (marginal). J'étais si choqué que j'ai dû arrêter ma voiture. Je ne pouvais plus conduire. J'ai pensé: voilà où nous en sommes!»

Le 6 décembre 1992, le non l'emporte pour quelques milliers de voix, laissant K.-O. debout le Conseil fédéral. Christoph Blocher, lui, affirme s'être couché à 20 h, vidé. «Nous avions réussi à créer un véritable mouvement populaire autour du non. Cela n'a jamais été un combat personnel. Je ne pense pas avoir sauvé la Suisse, non. Mais j'ai sauvé sa prospérité et la liberté des citoyens.»

Lire l'éditorial en page une: «La leçon du 6 décembre»

«La libre circulation est une erreur majeure dont on commence tout juste à voir les conséquences»

● A l'heure du bilan, Christoph Blocher ne réfute pas certains effets positifs des accords bilatéraux avec l'UE. Mais il juge que Schengen et la libre circulation des personnes constituent des erreurs.

La voie bilatérale est une conséquence de ce non d'il y a vingt ans. Quel est votre bilan de ces accords?

Tous les accords liés aux «obstacles techniques du commerce» sont positifs. L'accord sur les transports, pour lequel nous avons percé les transversales alpines, est surtout à l'avantage de l'UE. Il est tellement important pour l'UE qu'il est devenu pour nous notre gage, notre garantie tous risques. Dans l'histoire suisse, le précieux passage du Gothard a toujours été une garantie importante. Et il y a les mauvais accords: Schengen/Dublin sur la sécurité et celui sur la libre circulation des personnes.

L'USAM et economiesuisse affirment pourtant, chiffres à l'appui, que la libre circulation des personnes est indispensable à notre économie.

Evidemment, ces mêmes organisations le disaient déjà en 1992. Ces gens ne pensent qu'à court terme. Comme entrepreneur, je devrais m'en réjouir: au lieu de choisir entre 10 chimistes en Suisse, je peux choisir entre 1000 en Europe. Auparavant, nous avons toujours réussi à faire venir les travailleurs dont nous avions besoin. Avec l'ouverture du marché du travail, les entrepreneurs font venir des gens sans se soucier des conséquences à long terme. Ces derniers s'établissent et restent ici, même quand ils n'ont plus de travail, et il touchent l'assurance-chômage.

Cela reste à vérifier: avec 3% de chômage, on ne peut pas dire que les travailleurs étrangers pèsent sur notre assurance-chômage.

Mais 3%, c'est beaucoup pour la Suisse dans une situation économique excellente. Dans les bonnes années que nous avons vécues, nous aurions dû avoir à peine 1,5% de chômage. Vous verrez, quand la situation se dégradera, beaucoup de Suisses perdront leur place de travail. Et les étrangers continueront d'affluer. Les tensions sociales seront maximales. Il faut être réaliste: la libre circulation est une erreur majeure dont on commence tout juste à voir les conséquences.

Mais lors des crises passées, dans les années 70, les étrangers ont quitté en masse le pays.

Cela changera avec la libre circulation des personnes. Je suis pour un système qui permet de contourner les travailleurs étrangers comme c'était le cas avant. La règle devrait être qu'on ne peut engager à l'étranger que lorsqu'on est certain qu'on ne trouve personne en Suisse. Nous avons bénéficié d'une forte croissance qui a permis des facilités. Notre productivité a baissé et notre prospérité est restée identique. L'économie suisse aurait dû faire beaucoup mieux.

Et l'accord Schengen/Dublin, était-ce aussi une erreur politique?

Quand j'étais conseiller fédéral, j'avais précisé par écrit à mes collègues que je ne me sentais pas tenu au principe de collégialité sur ce dossier. Il faut savoir que l'UE nous avait dit que cela coûterait 7 millions par année: aujourd'hui, c'est 130. Et nous avons perdu de la sécurité. Cela, nous le savions dès les négociations.



Christoph Blocher est formel: «Je suis persuadé que, si le Conseil fédéral avait dit la vérité sur l'accord Schengen/Dublin, le résultat aurait été autre.» ARC/JEAN-BERNARD SIEBER

Le Conseil fédéral a caché des choses aux Suisses?

Oui. Mais ils vous diront qu'ils n'en étaient pas persuadés. Moi, bien que je ne sois pas un intellectuel, j'avais dit que cela ne fonctionnerait jamais. Notamment dans le volet Dublin de l'accord (il régit le dossier de l'asile) qui était sous ma responsabilité. Le Conseil fédéral avait promis qu'il y aurait une diminution de moitié des demandes d'asile. Nous n'avons jamais vu cette réduction de moitié; au contraire, aujourd'hui, les demandes d'asile ont doublé. A l'époque, le ministre de la Justice italien m'avait affirmé: «Nous ne sommes pas un pays d'asile, nous sommes un pays de transit!» On le constate maintenant. Les règles de cet accord ne sont jamais respectées.

Aujourd'hui, les négociations avec l'UE sont bloquées. Peut-on imaginer ne plus conclure d'accord? Ou les dénoncer et revenir à avant 1992?

Le monde a changé depuis 1992... Mais avant cette date, la Suisse signalait déjà des accords bilatéraux pour régler des cas particuliers. Et l'accord de libre-échange était déjà signé, et ça, c'est important. Pendant la campagne de 1992, le Conseil fédéral aussi avait dit qu'en cas de rejet nous ne pourrions plus conclure aucun accord bilatéral. Et finalement, on l'a fait. Quand deux Etats ont des intérêts particuliers communs, ils trouvent toujours le moyen de s'entendre.

Les relations économiques entre la Suisse et l'UE représentent un milliard par jour ouvrable et sont complexes. Signer un accord-cadre global ne simplifierait-il pas les choses?

Les choses se règlent d'elles-mêmes pour chaque cas. Les clients allemands ont besoin d'un produit suisse: on le vend. Il n'y a aucun problème... Le problème, ce sont les politiques qui ont toujours besoin de cadres. Aujourd'hui, on constate que l'UE est demaudeuse: d'informations, etc. L'Europe a toujours de nouvelles exigences alors

que nous sommes dans une situation où nous n'avons pas un besoin vital du marché intérieur européen.

La Suisse peut-elle gagner son bras de fer contre l'UE?

Ce n'est pas une question de bras de fer. Nous devons simplement dire ce que nous voulons et le dire clairement. Rappeler qu'en Suisse, ce n'est pas le gouvernement ni le Parlement qui dirige. Le souverain, ce sont les citoyens qui ont refusé l'EEE il y a vingt ans.

Depuis vingt ans, ils ont aussi accepté toutes les votations en lien avec l'UE.

Oui, et je l'accepte. Mais pour Schengen/Dublin, je suis persuadé que si le Conseil fédéral avait dit la vérité, le résultat aurait été autre. Mais on a caché des éléments. Attendez que la situation économique empire et l'acceptation de la libre circulation des personnes va encore diminuer. En Suisse romande, je ne sais pas, mais chez nous, en Suisse allemandique, les gens trouvent qu'il est impensable que 70 000 Allemands s'installent chaque année. Les marchés du travail et du logement, entre autres, sont saturés.

Tout régler au cas par cas. On a vu les limites de la méthode avec le secret bancaire. Quand la petite Suisse, isolée, doit négocier avec les Etats-Unis, elle se fait dévorer.

Un regard sur l'histoire nous enseigne la manière dont on doit négocier. La petite Suisse n'a rien à voir. Après la Deuxième Guerre mondiale, les relations entre les Etats-Unis et la Suisse étaient tendues et le conflit sur les réserves d'or de la BNS était vif. En résumé, le blocage des avoirs allemands en Suisse entraînait le blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis. Le Conseil fédéral a négocié mais sans se déplacer aux Etats-Unis. Il a pu compter sur un chef de délégation, Walter Stucki, qui en imposait. Et qui pouvait se retourner en disant que Berne ne voulait pas. A la fin, en 1946, il a été convenu de la répartition à parts égales du produit de la liquidation des avoirs allemands en Suisse tandis que la Suisse payait un

impôt libératoire de 250 millions. Ce qui était un vrai succès!

En fait, vous nous dites qu'aujourd'hui la Suisse négocie mal?

Absolument. Il faut une stratégie et la détermination d'atteindre un objectif. A l'époque, les Américains avaient avoué que la Suisse avait été redoutablement efficace, intransigeante mais juste. Les négociateurs durs sont respectés. Le Conseil fédéral manque de gens qui ont de la poigne et savent se faire respecter. Les Américains que je rencontre me disent: «Mais que se passe-t-il avec la Suisse? Avant nous avions peur de vous, maintenant vous partez perdants d'avance.»

Selon vous, c'est un problème de personnes?

Pas seulement, il faut tout d'abord élaborer une bonne stratégie. Ensuite, il faut avoir les bonnes personnes. Les conseillers fédéraux ne sont pas de bons négociateurs et ils ne doivent pas forcément l'être. Ils n'ont pas été formés pour cela. C'est le métier des secrétaires d'Etat et des diplomates.

Les négociations importantes se jouent au niveau ministériel, non?

On pourrait aussi agir de manière malicieuse et humoristique! Qu'est-ce qui nous empêche de faire des cartes de visite de ministre à Michael Ambühl pour qu'il puisse rencontrer des ministres à l'étranger? A Washington, il pourrait parler directement à Mme Clinton ou M. Geithner. Autrefois, les présidents de la Confédération n'allaient pas à l'étranger. C'était la tradition. Ils étaient intelligents. Et tenaient le rôle de président pour aussi important que celui d'un dirigeant d'empire allemand ou autrichien. Ils envoyaient des émissaires et restaient tranquilles à Berne. Voyez ce qui est arrivé à M. Merz, président de la Confédération, et qui a été humilié en Libye. Adolf Ogi a cassé la tradition: il trouvait qu'il fallait être progressiste. Alors qu'un chef d'Etat doit toujours garder les rênes en main et ne pas négocier lui-même les dossiers. Xavier Alonso et Judith Mayencourt